Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

24 mars 2005
N°293 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

PROPAGANDE

La Jamestown Foundation, une agence de presse sur mesure

Créée par la CIA pour mettre en scène les transfuges communistes à l'époque Reagan, la Jamestown Foundation a repris du service sous l'administration Bush. Désormais, elle édite des bulletins spécialisés sur le monde post-communiste et sur le terrorisme qui servent de référence aux think tanks de Washington. Universitaires et journalistes s'emploient à décrire un monde fantasmé dont l'hostilité justifie à elle seule l'impérialisme états-unien.

page 2

Le plan Annan dans le collimateur

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le secrétaire général Kofi Annan présente les bases de son rapport sur la réforme de l'ONU, « Dans une liberté plus grande ». Il en profite pour régler quelques comptes bien que le rapport fasse des concessions aux États-Unis. Évidemment, ces mesures n'ont pas suffi à calmer ses détracteurs. Claudia Rosett et Dana Rohrabacher poursuivent, dans la presse états-unienne, les attaques contre l'ONU.

page 6

REPÈRE : 24 MARS 1980

Negroponte fait abattre un archévèque

Obsédé par la perspective d'un « troisième Cuba » à ses portes et craignant une « contagion nicaraguayenne » au Salvador, l'administration Reagan finance la junte militaire qui gouverne le pays. Celle-ci traque le « subversif » à l'aide d'escadrons de la mort, supervisés, équipés et entraînés par la CIA et l'ambassadeur US au Honduras, John Negroponte. Révolté par les atteintes aux droits de l'homme et crimes commis par la junte, l'archévèque de San Salvador, Oscar Romero, prend la tête de la contestation réclamant la fin de l'aide militaire US. Soutenue par l'église catholique aux États-Unis, la voix du « curé rouge » prend du poids et dérange. Le 24 mars, en pleine messe, un commando militaire fait irruption dans l'église et abat Romero. Les assassins ne se cachent même pas ; l'un deux est diplômé de l'École des Amériques en Floride, centre d'entraînement des tortionnaires sud-américains. Deux autres appartiennent au Bataillon 3-16, une unité paramilitaire volante centraméricaine sous les ordres de Negroponte et agissant depuis la base militaire US de El Aguacate, où l'on retrouvera plus tard des charniers contenant plus de 150 corps suppliciés. ■

APRÈS 15 ANS DE PILLAGE IMPÉRIAL, LES RUSSES SE RÉAPPROPRIENT LEUR PÉTROLE

L'agence RIA-Novosti vient d'annoncer l'approbation par le gouvernement russe de la conception de la nouvelle loi sur les richesses du sous-sol, qui lui a été soumise par le ministère des Ressources naturelles. Le document a été envoyé pour une mise au point définitive et sera examiné une nouvelle fois le 17 avril. Nul doute qu'il sera avalisé dans les grandes lignes par le gouvernement qui, à son tour, fera tout son possible pour le faire approuver par la Douma.
Cette loi limite les investissements étrangers à hauteur de 49% pour les principaux gisements d'hydrocarbures. Outre son objectif premier qui est de prévenir la fuite à l'étranger de capitaux essentiels à la croissance du pays, elle vise également à limiter l'impact humain et écologique néfaste sur les populations locales de l'exploitation sauvage des gisements par les compagnies étrangères. La compagnie pétrolière française Total a d'ores et déjà fait état de sa déception, et a annoncé qu'elle serait contrainte de revoir ses projets d'investissements. ■

Propagande

La Jamestown Foundation, une agence de presse sur mesure

Créée par la CIA pour mettre en scène les transfuges communistes à l'époque Reagan, la Jamestown Foundation a repris du service sous l'administration Bush. Désormais, elle édite des bulletins spécialisés sur le monde post-communiste et sur le terrorisme qui servent de référence aux think tanks de Washington. Universitaires et journalistes s'emploient à décrire un monde fantasmé dont l'hostilité justifie à elle seule l'impérialisme états-unien.

De plus en plus fréquemment des think tanks néoconservateurs, comme le Center for Security Policy [1], citent les publications de la Jamestown Foundation. Cette association, créée en 1983, était tombée en sommeil, avant d'être réveillée à la faveur du 11 septembre pour être intégrée au dispositif de

basculement de la Guerre froide à la Guerre au terorisme.

Lors du premier mandat Reagan, plusieurs transfuges communistes se plaignirent de ne pas obtenir à l'Ouest de carrière comparable à celles qu'ils avaient quittées à l'Est. Le directeur de la CIA de l'époque, William J. Casey, eut l'idée de satisfaire certains d'entre eux en publicisant leurs témoignages. Il faisait d'une pierre deux coups : d'un côté, les transfuges retrouvaient une position publique qu'ils avaient perdue et de l'autre leurs interventions alimentaient la campagne anti-communiste de l'Agence.

William J. Casey

Ainsi fut créée la Jamestown Foundation. Sa direction fut confiée à William Geimer. Il mit en scène deux très hautes personnalités de l'Est qui avaient demandé l'asile politique aux États-Unis : l'un des anciens patrons du renseignement roumain, le général Ion Pacepa, et surtout l'ancien sous-secrétaire général des Nations unies, le diplomate soviétique Arkady Shevchenko qui avait fait défection en avril 1978 et devenait dépressif. Ce dernier publia ses mémoires qui devinrent un best-seller [2] et lui ouvrit les portes des plateaux de télévision et des salles de conférences. L'ouvrage regorgait d'anecdotes et de détails sur le fonctionnement du Kremlin rapportés par un témoin oculaire. Malheureusement, une enquête journalistique [3] montra que Shevchenko n'était pas présent en bien des circonstances qu'il rapportait. On ne sut jamais s'il s'agissait d'un affabulateur qui avait berné la CIA ou d'une opération d'intoxication conduite par l'Agence. Les mémoires de Pacepa, quant à elles, ne furent pas contestées [4]. Dans cette période, la Fondation compta parmi ses administrateurs aussi bien Dick Cheney que Marcia Carlucci (épouse de Frank C. Carlucci, alors n°2 de la CIA).

Si la Jamestown Foundation joua un rôle dans la période reaganienne, elle ne tarda pas à limiter ses activités, l'effondrement de l'Union soviétique la privant d'une de ses raisons d'être. Elle se concentre alors sur l'édition d'un bulletin quotidien de nouvelles sur l'espace post-soviétique. En outre, elle fut sollicitée pour résoudre le cas du commandant Viktor Sheymov, un transfuge du KGB, qui s'estimait lésé dans l'application du protocole de reconversion qu'il avait signé avec la CIA. Il prit comme avocat un des administrateurs de la Fondation, Me R. James Woolsey, et renégocia avec l'Agence son traitement mensuel et ses avantages [5].

Mais ce n'est qu'après la nomination par la Cour suprême de George W. Bush à la Maison-Blanche que la Fondation fut pleinement réactivée, par M Woolsey (qui entre-temps avait été lui-même directeur de la CIA) et par l'ancien conseiller national de sécurité, Zbigniew Brzezinski [6]. Sa mission devint d'adapter le discours de la Guerre froide (dite « Troisième Guerre mondiale ») à la Guerre au terrorisme (dite « Quatrième Guerre mondiale »).

Dans sa version actuelle, la Jamestown Foundation édite une série de bulletins

informatiques qui alimentent les think tanks neoconservateurs :

Zbigniew Brzezinski

▶ *Chechnya Weekly* (hebdomadaire) est le bulletin officiel de l'American Committee for Peace in Chechnya (Comité américain pour la paix en Tchétchénie) de Zbigniew Brzezinski et Alexander Haig, lequel est une filiale de la Freedom House [7] de R. James Woolsey [8]. Il est rédigé par Lawrence A. Uzzell, un universitaire qui s'était engagé pendant la Guerre froide pour défendre la liberté religieuse dans le monde communiste.

▶ *China Brief* (bimensuel) est rédigé, depuis juillet 2001, par un universitaire néoconservateur, Arthur Waldron, par ailleurs administrateur de la Freedom House. Un supplément, la *North Korea Review* paraît épisodiquement. Il est réalsié autour d'un transfuge de haut niveau, Il-Kwawg Sohn.

▶ *Terrorism Monitor* (bimensuel) étend, depuis septembre 2003, le champ d'observation au Proche-Orient et répond aux nouvelles préoccupations de Washington. Il est rédigé par Mahan Abedin, un collaborateur du Middle East Forum de Daniel Pipes [9], et diffuse une vision paranoïaque de l'islam. Un supplément, *Terrorism Focus* (bimensuel) présente des analyses de documents rédigées à Londres par un journaliste du groupe de presse militaro-industriel *Jane's*, Stephen Ulph. On ne peut qu'être étonné du caractère non-représentatif, sinon fantaisiste, des documents étudiés qui concourrent tous à renforcer la croyance en l'existence d'une puissante et invisble organisation jihadiste mondiale, Al Qaïda.

▶ *Eurasia Daily Monitor* est la publication phare de la Fondation. Elle a débuté sous une forme simple en 1995 pour devenir le quotidien de référence pour les intérêts US dans l'espace post-soviétique. Il stigmatise la Russie de Poutine et célèbre la « démocratisation » en marche des « révolutions » des roses, orange, des tulipes etc. La direction en est confiée au professeur Ann Robertson, assistée d'une douzaine de journalistes.

En réalité la Jamestown Foundation est un élément d'un dispositif plus vaste chapeauté par la Freedom House et connecté à la CIA. Dans la pratique, elle est devenue une agence de presse spécialisée sur les États communistes et post-communistes et sur le terrorisme. Si sur des sujets vérifiables, elle publie des informations de qualité, elle n'hésite pas à relayer les imputations les plus grossières sur le reste, offrant ainsi aux think tanks néoconservateurs une image du monde qui correspond à leurs fantasmes et justifie leur politique.

---

[1] « Le Center for Security Policy : les marionnettistes de Washington » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[2] *Breaking with Moscow* par Arkady N. Shevchenko, Random House, 1985.

[3] « The spy who came in to be sold ; the invention of Arkady Shevchenko, supermole »

par Edward Jay Epstein, *The New Republic*, 15 juillet 1985.

[4] *Red Horizons, Chronicles of a Communist Spy Chief* par le lieutenant général Ion Mihai Pacepa, Regnery Publishing, 1987.

[5] Cette affaire est venue à la surface, en 2000, à l'occasion d'un procès opposant la CIA à un couple de transfuges communistes. L'Agence s'était engagée à garantir un niveau de revenu aux espions auquel elle avait donné une nouvelle identité : John & Jane Doe. Une indemnité leur était versée régulièrement, dont le montant diminuait progressivement au fur et à mesure que les revenus légaux du ménage augmentaient, jusqu'à cesser. Mais, à la suite d'une fusion-restructuration d'entreprise, M. Doe se retrouva au chômage et réclama, sans y parvenir, que la CIA recommence ses versements compensatoires. L'affaire a été récemment portée devant la Cour suprême, cf « Court to Hear Arguments of CIA Spies » par Charles Lane, *The Washington Post*, 10 janvier 2005, p. A2.

[6] « La stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 22 octobre 2004.

[7] « Freedom House, quand la liberté n'est qu'un slogan », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[8] Le Comité a été créé en 1999 et l'hebdomadaire a commencé à paraître en 2000

[9] « Daniel Pipes, expert de la haine », *Voltaire*, 5 mai 2004.

Le plan Annan dans le collimateur

Analyse

Dans le *Financial Times* et le *Moscow Times*, le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, présente les bases de son rapport sur la réforme de l'ONU, *Dans une liberté plus grande*. Ce dossier a été distribué le 21 mars à l'Assemblée générale et tente une synthèse entre les différentes propositions de réformes rédigées pour l'organisation. C'est l'occasion pour M. Annan, qui fait l'objet d'une campagne de harcèlement et de calomnie outre-Atlantique, de régler quelques comptes. Il dénonce ainsi « *ceux qui estiment que l'ONU fait partie d'un ordre du monde obsolète* » et rappelle qu'il n'est responsable de son action que devant les peuples du monde. En outre, il affirme qu'il ne peut y avoir de développement sans liberté et de liberté sans paix ; une attaque à peine voilée contre ceux qui prétendent apporter démocratie et liberté au bout du fusil.

Dans son rapport, le secrétaire général des Nations Unies propose d'accroître le nombre des membres au Conseil de sécurité sans leur donner de droit de veto, demande aux pays riches d'augmenter leur aide au développement et souhaite une réforme de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, cible préférée des adversaires de l'Organisation. Elle serait remplacée par un Conseil des Droits de l'homme, dont les membres seraient élus par l'Assemblée générale à une majorité des deux tiers. Cette dernière proposition est une façon de couper l'herbe sous le pied à la proposition péruvienne de remplacer la Commission par un conseil d'experts. Cependant, pour contenter Washington, Kofi Annan pose dans son rapport le principe de « *responsabilité de protection* » des populations, principe qui pourrait justifier à l'avenir des guerres préventives. Il demande également que les membres de l'ONU s'entendent sur une définition du terrorisme, un vœu pieu puisque cette définition achoppe toujours sur la question du terrorisme d'État et sur celle des actions de libération nationale.

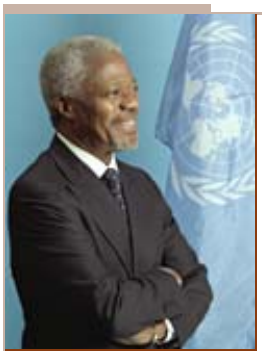
Comme on pouvait s'y attendre, ces mesures n'ont pas suffi à calmer la campagne contre Kofi Annan.
Ainsi, Claudia Rosett poursuit son travail de sape de l'action du secrétaire général de l'ONU dans le *Wall Street Journal*, quotidien économique dévoué à la dénonciation de l'institution. L'éditorialiste, dont nous avons montré l'importance dans le dispositif médiatique contre M. Annan, réitère les accusations de corruption contre les Nations Unies et dénonce les mesures proposées dans le rapport. Elle affirme que l'action de l'Organisation va dans le mauvais sens et qu'elle devrait non pas demander plus de fonds aux pays riches, mais aider à libéraliser l'économie des pays pauvres. En effet, les pays riches devraient garder leurs fonds et limiter leurs impôts pour que les consommateurs-citoyens fassent tourner l'économie mondiale et résolvent ainsi les problèmes de pauvreté dans le monde. On retrouve là la théorie de la « *main invisible* » d'Adam Smith, un auteur tant apprécié par Mme Rosett qu'elle avait proposé d'envoyer ses ouvrages en Corée du Nord au lieu de l'aide humanitaire contre la famine.
Inspiré par la campagne médiatique de Mme Rosett et de son mentor R. James Woolsey, les parlementaires états-uniens multiplient les commissions d'enquête fantoches contre l'ONU. Ainsi, le représentant républicain de Californie, Dana Rohrabacher, revient dans le *Washington Times* sur le témoignage de Rehan Mullick, un ancien employé de l'ONU qui conspue la corruption du programme « Pétrole contre nourriture ». Il s'agit d'une charge supplémentaire contre l'organisation, qui oublie que ce programme était sous la surveillance étroite des membres du Conseil de sécurité. S'il y a eu corruption, elle a également été étouffée par les États-Unis. Comme pour les armes de destruction massive irakiennes, les partisans de l'Empire ne s'embarrassent pas de vraisemblance dans leur propagande.

Comme nous l'avons déjà noté, la campagne contre M. Annan a commencé lorsque le secrétaire général de l'ONU a qualifié la guerre contre l'Irak d'« *illégale* ». Bien qu'il se soit montré beaucoup moins ferme sur ce sujet depuis, les attaques contre lui ne se sont pas arrêtées.
Aujourd'hui, la guerre d'Irak a perdu une bonne part de ses opposants dans la presse conformiste. La majorité de la presse occidentale estime désormais que le conflit irakien a été le déclencheur d'un « *printemps arabe* » largement loué. Pourtant, la situation ne s'arrange pas sur le terrain pour la Coalition.
Ibrahim Al-Jaafari, Premier ministre putatif d'Irak, présente dans une interview à *Der Spiegel* la situation dans son pays après les élections. Il est bien obligé d'admettre que la violence n'a pas diminué après les élections, comme les thuriféraires de la Coalition l'avaient annoncé. Toutefois, il veut se montrer rassurant : bientôt, le gouvernement contrôlera son territoire. Il décrit les bases de l'accord de la coordination chiite avec la coordination kurde : les Kurdes disposeront d'un système fédéral leur permettant de garder un statut autonome et un « *programme de transfert de population* » sera conduit au Kurdistan, il s'agit d'une expression politiquement correcte pour désigner un « *nettoyage ethnique* ». Ils disposeront en outre de la présidence. Il assure que la charia sera l'une des bases de la future constitution irakienne, mais que les mesures les plus restrictives en découlant ne seront pas imposées... à moins que les élus du peuple ne les votent. Tout est donc dans les mains d'une assemblée « *élue* » sous contrôle de l'occupant.
La spécialiste états-unienne des questions de laïcité, Susan Jacoby, dénonce

justement dans le *Los Angeles Times* la volonté de l'administration Bush de constituer en Irak un gouvernement religieux. Elle estime qu'au mieux, cela aboutira à un système à l'israélienne, où les rabbins orthodoxes fixent les règles concernant le mariage et le divorce, et, au pire, on aboutira à un régime fondamentaliste peu respectueux des droits des individus et des minorités ; droits que l'administration Bush prétend pourtant vouloir promouvoir dans le monde. Pour l'auteur, cette politique est dictée par un rejet total de la laïcité par l'administration Bush, aussi bien aux États-Unis qu'hors des États-Unis.
Le professeur Shlomo Avineri donne une autre explication à cet attachement à un État avec une orientation religieuse dans le *Daily Star* : si l'Irak devient un pays avec une constitution marquée par le chiisme, ce sera au détriment du nationalisme arabe. En outre, même si l'auteur ne le précise pas dans ce texte, il espère sans doute que la concentration des pouvoirs dans les mains d'une seule communauté attisera les séparatismes, une option que M. Avineri a appelé de ses vœux dans de nombreux autres articles.

Réseau Voltaire

Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

« Une aspiration à une plus grande liberté »

Source : Moscow Times
, Financial Times
Référence : « An aspiration to a larger freedom », par Kofi Annan, *Financial Times*, 20 mars 2005.
« Reviving and Renewing the UN », *Moscow Times*, 22 mars 2005.

Le 21 mars, je présente mon rapport « Dans une liberté plus grande » à l'Assemblée générale de l'ONU. J'espère que ce rapport marque un nouveau départ pour le système international et l'ONU. Certains jugent que ce titre est étrange pour une organisation qu'ils considèrent comme faisant partie d'un ordre mondial dépassé qui a peu à voir avec la liberté. Pourtant, ces mots sont issus de la Charte de l'ONU. Cette charte commence par les mots « Nous, les peuples », expression que j'avais choisie comme titre à mon rapport du millénaire il y a cinq ans. Dans les deux cas, je rappelais que j'étais responsable de mon action devant les peuples du monde, pas les gouvernements.
Les objectifs de l'organisation sont la paix, les Droits de l'homme, la justice et le développement. La philosophie de l'ONU est qu'on ne peut pas parvenir au développement sans liberté et qu'on ne peut pas parvenir à la liberté sans disposer de conditions de vie décente ou en n'étant pas protégé de la guerre. Les Droits de l'homme, la sécurité et le développement sont donc interdépendants. Il s'agit des trois domaines dans lesquels l'ONU doit travailler. Bien sûr, l'ONU n'est pas toujours parvenue à atteindre ces objectifs car elle reflète les réalités politiques mondiales tout en essayant de les transcender. Toutefois, on peut

noter que la liberté et la démocratie ont progressé ces dernières années. L'ONU a ainsi, rien que pour la seule année écoulé, aidé à organiser 20 élections.
Le monde industrialisé a connu 60 années de paix et de croissance économique et la race humaine dispose pour la première fois de la possibilité de surmonter la pauvreté dans le monde. Grâce, en partie, à l'ONU, il existe un large consensus sur ce qui doit être fait dans ce domaine. Toutefois, depuis la conférence du millénaire, il y a cinq ans, la situation mondiale a bien changé. Le monde a connu des attentats terroristes et la controverse sur l'Irak, mais nous devons faire de ces crises et de ces périls des occasions d'avancer. Il faut réorganiser l'ONU en organisant mieux l'Assemblée générale et en rendant le Conseil de sécurité de l'ONU plus représentatif et plus efficace.

Claudia Rosett

Ancienne membre du comité éditoriale du *Wall Street Journal*, Claudia Rosett est membre de la Foundation for the Defense of Democracies et de l'Hudson Institute.

« Dans de profonds problèmes »

Source : Wall Street Journal
Référence : « In Deep Trouble », par Claudia Rosett, *Wall Street Journal*, 23 mars 2005.

Kofi Annan a annoncé un programme de réforme de l'ONU. C'est un bon début mais s'il s'excusait pour l'échec de sa réforme de 1997 et quittait ses fonctions, il y aurait bien plus de raisons d'espérer. Le secrétaire général des Nations Unies à fourni son dernier plan de réforme : un dossier de 64 pages, regroupant 12 propositions, qui reprend tout ce que l'ONU fait mal pour continuer à le faire en utilisant encore plus d'argent des contribuables. Le rapport s'appelle « Dans une liberté plus grande » ; il aurait dû être intitulé « Dans de profonds problèmes ».
Pour être tout à fait honnête, il y a quelques débuts de bonnes idées dans ce rapport. On y trouve une condamnation lus ferme du terrorisme ou un projet de refonte de la Commission des Droits de l'homme. Par contre, comme le problème du Conseil de sécurité est son manque d'intégrité, on voit mal en quoi une augmentation du nombre de membres sera un progrès. Partant de ces propositions, M. Annan ne propose rien de moins que de changer l'univers via l'ONU. il vaut faire exploser les responsabilités de l'organisation ainsi que sa taille, alors que le Congrès a démontré qu'il n'était même pas capable de gérer sa propre équipe actuelle. Les scandales qui ont éclaté cette année ont montré que M. Annan n'est même pas digne du budget dont il dispose actuellement. Norm Coleman a d'ailleurs exigé sa démission. Face à ces difficultés, Annan souhaite organiser une diversion, ce qui est d'autant plus urgent que la date de la remise du rapport de la Commission de l'ONU sur le scandale « pétrole contre nourriture » se rapproche.
Le vrai problème de l'ONU est qu'elle ne comprend pas l'évolution du monde et qu'elle est trop conciliante avec les dictatures. M. Annan veut plus d'argent de la part des pays riches car il ne comprend pas que chaque dollar qui lui est donné est un dollar de moins pour les citoyens qui consomment et alimentent ainsi le moteur du développement mondial. M. Annan ne demande pas une ouverture des frontières des pays pauvres, alors que c'est ce qui leur permettrait de se développer. Annan refuse également que la réforme de l'ONU vienne de

l'extérieur alors que c'est l'administration Bush qui a fait les meilleures propositions. La première étape de la réforme devrait être un nouveau secrétaire général pour l'ONU.

Dana Rohrabacher

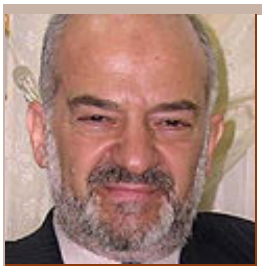
Ancien rédacteur des discours de Ronald Reagan, Dana Rohrabacher est représentant républicain de Californie depuis 1989. Il est président de la sous-commission de l'Espace et de l'Aéronautique de la commission des Sciences de la Chambre des représentants et président de la sous-commission de Surveillance et d'Investigation.

« L'argent est préféré à l'humanité »

Source : Washington Times
Référence : « Money trumps 'humanity' », par Dana Rohrabacher, *Washington Times*, 23 mars 2005.

Plus on en apprend sur le programme « humanitaire » « pétrole contre nourriture », plus on apprend que l'ONU a peu à voir avec l'humanité et se concentre sur l'argent. Devant une commission d'enquête du Congrès, un des employés de ce programme, Rehan Mullick, a expliqué comment il avait constaté des problèmes de corruption et comment il s'était fait évincé pour les avoir dénoncés. Ce témoignage concorde avec de nombreux autres.
M. Mullick a découvert que 22 % de l'aide humanitaire était manquante... ou, plus exactement, ostensiblement détourné par Saddam Hussein. Cela n'empêchait pas l'Amérique d'être accusée à la même époque d'avoir mis en place des sanctions qui tuaient les enfants irakiens. En réalité, c'était Saddam Hussein, qui privait son peuple de ce dont il avait besoin. M. Mullick a découvert que l'ONU cachait cela car elle craignait que les États-Unis et la Grande Bretagne n'accentuent encore les sanctions.
La question importante est : combien d'Irakiens ont souffert de l'incapacité de l'ONU à se réformer ? Ce qui est choquant dans le rapport de M. Mullick est qu'on a refusé de l'écouter à tous les niveaux. Il faut s'avoir pourquoi et pourquoi on l'a viré. L'Amérique doit écouter son témoignage.

Ibrahim Al-Jaafari



Ancien opposant à Saddam Hussein réfugié en Iran, Ibrahim Al-Jaafari est le candidat au poste de Premier ministre de la coalition chiite ayant

« Nous allons prendre le dessus »

Source : Der Spiegel
Référence : « Wir werden die Oberhand gewinnen », par Ibrahim Al-Jaafari, *Der Spiegel*, 20 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pensais comme beaucoup d'autres que la vague de terreur allait diminuer après les élections, c'est le contraire. La sécurité est en fait le principal problème et il est très complexe. Cela est dû à un mélange de faits à l'intérieur de l'Irak et de l'évolution au-delà de nos frontières. Si certains considèrent les terroristes comme des résistants contre l'occupant américain et les vénèrent, c'est que

remporté les élections en Irak. Il est président du parti Dawa.

partout des agitateurs religieux dévoyés promettent à la jeunesse le statut de martyr. Avec psychologie, nous devons démystifier cela dans les mosquées, les écoles, les universités et les médias. Il y a des journaux qui tordent la réalité pour leur usage politique. Il n'y a aucune raison qui puisse justifier que l'on glorifie le meurtre et le sabotage.

La faiblesse de nos effectifs de police et de sécurité et la formation insuffisante pour atteindre le degré d'efficacité souhaitée sont le cœur du problème. Les Américains nous ont fourni les armes et appareillages modernes mais nous attendons l'aide de l'Occident pour former nos hommes. Nous comptons également sur l'aide allemande. Notre nouvelle démocratie est encore jeune. Auparavant, les policiers étaient habitués à défendre le régime par tous les moyens ; les droits des populations civiles ainsi que leurs vies ne comptaient pas. Les services pouvaient tuer et torturer ceux qu'ils voulaient. Le résultat de cette doctrine inhumaine, ce sont les fosses communes que nous découvrons de semaines en semaines.

Nous devons rendre les frontières totalement hermétiques, nous devons isoler les terroristes de leur aide extérieure et les assécher dans leurs ressources. Il y a des terroristes qui viennent du Yémen, du Soudan, de l'Egypte, des pays avec lesquels nous n'avons pas de frontière commune. Ils transitent par l'Iran, la Syrie, la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Il y a une bonne route qui nous relie à la Jordanie, l'attentat qui a eu lieu à Hilla et qui a tué une centaine d'innocents venait de là-bas. Bien qu'Abdallah condamne sévèrement ces actes inhumains, nous sommes consternés par le fait que la famille des terroristes et beaucoup de Jordaniens considèrent les auteurs de l'attentat comme des héros de la résistance.

Nous avons longtemps eu des problèmes avec la Syrie, mais ils essayent actuellement de mieux contrôler la frontière. Ils ont eux aussi fait l'expérience douloureuse du terrorisme, il en va de même pour l'Arabie Saoudite. L'Iran reste aussi un pays de transit. Les terroristes doivent être sévèrement punis mais il faut tenir compte de la composante sociale du problème. Les causes ne sont pas que religieuses, la misère noire des jeunes Irakiens, la pauvreté et le chômage, l'absence de perspectives sont à considérer. Beaucoup doutent de la vie et sont prêts à la vendre pour quelques dollars. Les bains de sang doivent cesser, c'est la priorité, le reste est secondaire, nous allons l'emporter, il n'y a pas d'alternative.

Les sunnites se sentent menacés, certains sympathisent avec les terroristes et quelques autorités ont lancé des fatwas contre l'occupant et les collaborateurs. C'est pour cette raison que je fais tout pour que nos frères sunnites travaillent avec nous sur la constitution. Mes contacts portent leurs fruits, de plus en plus de politiciens et de religieux sunnites sont d'accords pour participer. L'Irak doit être un état islamique sans pour autant avoir pour modèle l'Iran ou l'Arabie Saoudite, de même que la Chrétienté, l'Islam a de nombreux visages. Nous introduirons la charia mais comme l'une des sources de la justice, c'est logique dans un pays à grande majorité musulmane, personne ne doit cependant avoir peur pour sa liberté de penser, aussi bien les laïcs que les minorités religieuses. Les Irakiens sont tolérants par nature. Le voile ne sera jamais obligatoire et il n'y aura pas d'interdiction de l'alcool venant du haut, si cela doit avoir lieu ce sera une décision des représentants du peuple.

Les craintes concernant la formation d'un bloc chiite avec la puissance pétrolière iranienne sont infondées, nous ne le permettrons pas. Les Kurdes sont favorables à un système fédéral, comme la majorité des fractions au

parlement et moi-même, ils ont déjà un ministre des affaires étrangères et leur leader Jalal Talabani sera président. Les réfugiés kurdes doivent regagner leurs villes et les Irakiens arabes doivent être dédommagés, ensuite ce sera au libre choix démocratique du peuple. Les Américains évacueront le pays dès que nous serons en mesure de le pacifier par nos propres moyens. Cela ne durera certainement pas dix ans. La proposition d'Hosni Moubarak qui veut que les Américains évacuent les villes est bonne, c'est ce qui va sans doute être fait. Nous n'avons pas l'intention de signer un nouveau pacte de Bagdad, une alliance militaire avec les États-Unis ou l'OTAN, comme dans les années 50 contre l'Union soviétique. Nous allons aussi reconnaître l'inviolabilité du Koweït. Concernant Saddam Hussein, son cas sera résolu avant la fin de l'année.

Susan Jacoby

Susan Jacoby est l'auteur de *Freethinkers : A History of American Secularism*. Elle est directrice du Center for Inquiry de New York.

« Charia : les sombres nuages d'Irak »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Sharia : Iraq's Dark Cloud », par Susan Jacoby, *Los Angeles Times*, 21 mars 2005.

L'une des plus troublantes conséquences de l'implication états-unienne en Irak est la justification par l'ensemble du spectre politique états-unien de l'introduction de l'islam dans la nouvelle constitution irakienne.
Il n'y a rien de surprenant dans les justifications de la droite en faveur de cette inscription. Elle est d'autant moins étonnante quand cette justification vient de la droite religieuse, un courant qui a déjà l'habitude de s'attaquer à la séparation de l'Église et de l'État aux États-Unis. Pourquoi s'émouvrait-il d'une constitution ne permettant pas aux femmes de divorcer sans le consentement de leur mari, et qui stipulerait que le témoignage d'une femme ne vaut que la moitié de celui d'un homme ? Tant que le texte n'empêche pas les chrétiens d'exercer leur culte, les fondamentalistes états-uniens ne trouveront rien à redire. Toutefois, les faucons néo-conservateurs et la droite religieuse ne sont pas les seuls à voir l'islam comme le fondement d'un gouvernement ami. Certains à gauche, au nom du multiculturalisme, réclament la liberté de conscience pour eux mais pas pour les autres. Ils sont rejoints dans cette approche par certains experts universitaires sur les questions de l'islam. Pourtant, si l'Histoire enseigne quelque chose, c'est bien que les gouvernements fondés sur la loi religieuse ont toujours été les ennemis naturels des droits des individus et des minorités. Certains multiculturalistes proposent un "compromis " : construire un cadre de lois laïques dans lequel on laissera aux religieux les sujets comme le mariage ou le divorce. C'est exactement ce qui a été fait en Israël en 1948 et on a vu les résultats : les rabbins orthodoxes contrôlent le droit au mariage et au divorce de tous. Les femmes ne peuvent pas changer de compagnon sans l'accord de celui ci et les enfants qu'elles auront dans une autre union seront toujours considérés comme illégitimes. Pense-t-on que l'islam fera mieux ? Est-ce ce système que l'on veut pour l'Irak ? On a instauré un système religieux également en Afghanistan et il existe un grand risque d'une dérive fondamentaliste.

En fait, derrière cette volonté d'avoir une constitution islamique se cache un refus de l'administration Bush d'accepter le principe même de laïcité, aux États-Unis comme à l'étranger.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .